

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET GUERRE EN UKRAINE : UN DÉCRYPTAGE EN 11 QUESTIONS

**Des réponses aux enjeux de
souveraineté alimentaire, une autre
manière d'aborder ce débat**



MAI 2022

LES SIGNATAIRES

GREENPEACE



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



CCFD
**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement



**Les Amis
de la Terre
France**



**ACTION
CONTRE
LA FAÏM**



FNAB
Fédération Nationale
d'Agriculture Biologique

Préambule

Avant toute chose, nous tenons à rappeler que les premières victimes de la guerre en Ukraine sont les habitantes et les habitants de ce pays, auxquels nous apportons tout notre soutien. Nous tenons également à rappeler qu'en tant qu'associations, nous avons à cœur de défendre un modèle juste pour toutes et tous : en France, en Europe et dans les pays tiers, pour les agricultrices et les agriculteurs qui produisent notre alimentation comme pour les citoyennes et citoyens qui la consomment. Nous croyons qu'une transition juste de nos modèles agricoles et alimentaires est aussi possible que nécessaire, et qu'elle ne pourra se faire qu'avec les agricultrices et les agriculteurs. En particulier, si les données scientifiques et économiques nous amènent à considérer la réduction d'intrants et celle de la consommation et de la production de produits d'origine animale comme une nécessité, cela ne nous fait pas oublier les difficultés financières, techniques, morales et psychologiques auxquelles les agriculteurs et les éleveurs font face. Par ailleurs, nous tenons également à reconnaître tous les efforts entrepris depuis des années par les paysannes et les paysans du monde entier pour trouver des solutions d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques et de lutte contre l'érosion de la biodiversité.

Contexte

Le problème de la faim est profondément structurel. Alors que nous produisons à ce jour largement de quoi nourrir la planète, notre système agricole et alimentaire mondialisé crée la faim. **L'insécurité alimentaire n'a cessé de croître** partout dans le monde depuis six ans. Près d'une personne sur trois (2.37 milliards) a été en insécurité alimentaire et 768 millions de personnes se sont trouvées sous-alimentées en 2020. C'est une réalité qui touche tant au Nord qu'au Sud : 10% de la population européenne est en insécurité alimentaire, 41% de la population d'Amérique Latine, 60% de la population africaine et 26% de la population asiatique. Elle frappe tout particulièrement les pays ayant délégué leur alimentation aux marchés internationaux (70% des individus souffrant de la faim vivaient l'an dernier dans ces pays).

Outre son incapacité à nourrir durablement la planète, le système agro-industriel mondialisé actuel est très peu résilient face aux chocs. Les nombreuses crises auxquelles nous faisons face (sanitaire, climatique, énergétique ou encore géopolitique) mettent en lumière sa fragilité que ce soit en France, en Europe ou dans le reste du monde. **La pandémie de Covid-19 a ainsi facilité le basculement de 320 millions de personnes supplémentaires** dans l'insécurité alimentaire. Ses conséquences économiques ont eu des répercussions majeures sur notre système agricole et alimentaire mondialisé, en contribuant notamment à une forte hausse des prix depuis deux ans (+30% entre janvier et décembre 2021). Cette hausse des prix, préexistante à la crise ukrainienne, fut également nourrie par la **multiplication des événements climatiques** extrêmes due aux dérèglements climatiques, **par l'utilisation croissante d'agrocarburants** ou encore par la **crise des prix de l'énergie** (les prix alimentaires dépendent en grande partie des coûts de l'énergie, notamment pour le fret et la production d'intrants chimiques).

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine et ses conséquences illustrent une nouvelle fois la fragilité de nos systèmes agricoles et alimentaires mondialisés. A elles deux, **la Russie et l'Ukraine exportent 12% de toutes les calories échangées au niveau international.** Ces deux pays représentent 23% des exportations mondiales de blé (1^{er} et 5^e producteurs mondiaux), soit 7% de la consommation mondiale, ainsi que 16% des exportations mondiales de maïs grain, ce qui représente 3% de la consommation mondiale. Ils participent également pour 73% des échanges d'huile de tournesol (principalement en provenance de l'Ukraine). La Russie est le premier exportateur mondial d'engrais, le 2^e exportateur mondial de pétrole, et le 1^{er} exportateur mondial de gaz naturel. Le pays représente 10% des exportations mondiales d'engrais azotés, 10% des exportations mondiales d'engrais phosphatés et 17% des exportations mondiales d'engrais potassiques (33% si on ajoute la Biélorussie, également visée par les sanctions étant donné son rôle de co-belligérant).

La dépendance européenne à la Russie

Les pays européens sont particulièrement dépendants de la Russie :

- à hauteur de 45% du gaz importé en 2021 pour toute l'Union européenne, d'environ 20% pour la France, de plus de 50% pour un grand nombre de pays européens.
- à hauteur d'au moins 33,5% des engrais azotés importés dans l'Union Européenne, provenant de la Russie et de la Biélorussie, entre 2018 et 2020.
- à hauteur de 30% pour l'approvisionnement en pétrole de l'Europe.

Toute déstabilisation des économies ukrainienne et russe a donc de fortes répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale, largement dépendante du prix des engrais de synthèse et des énergies fossiles (pour fabriquer des engrais et pesticides, faire rouler les tracteurs, chauffer les serres, etc.).

De plus, cette crise intervient dans un contexte politique et commercial complexe. Depuis plusieurs années, la France est fortement concurrencée sur les marchés internationaux par les productions céréalières de nombreux pays, dont l'Ukraine et la Russie, et s'inquiète de sa perte de parts de marché à l'international - marchés qu'elle veut récupérer à tout prix. En parallèle, alors que la transition agroécologique de nos agricultures est plus que jamais une nécessité, les représentants de l'agriculture industrielle mènent une bataille féroce partout dans le monde contre les rares avancées environnementales obtenues. Ce fut le cas par exemple l'an dernier lors du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et c'est le cas aujourd'hui dans le cadre du Pacte Vert européen (stratégie de la Ferme à la Fourchette). Chaque nouvelle crise, chaque nouvelle déstabilisation du système agricole et alimentaire mondial, est l'occasion de demander la fin des normes environnementales au nom du "produire plus pour nourrir le monde". Le tout alors que la pandémie Covid-19 a souligné au contraire l'impérieuse nécessité pour chaque pays de développer sa propre souveraineté alimentaire pour nourrir sa population et se prémunir contre les chocs économiques et climatiques mondiaux.

Notre système agricole et alimentaire actuel est incapable de nourrir le monde et de rémunérer correctement les agriculteurs et agricultrices qui sont, dans de très nombreux pays, les premières victimes de l'insécurité alimentaire. Il n'est également pas en mesure de lutter efficacement contre le dérèglement climatique (l'agriculture et l'alimentation sont responsables du tiers des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique) et aggrave fortement les dégradations environnementales (le changement d'affectation des terres, dû à l'élevage en particulier, est le premier facteur mondial d'érosion de la biodiversité, et les pesticides sont pointés du doigt comme une des causes principales d'effondrement de la

biodiversité). Cette situation structurelle compromet nos capacités actuelles et futures à produire et à nous nourrir, en Europe comme ailleurs. Bien avant l'agression russe, le constat quasi unanime de la communauté internationale était qu'il fallait transformer en profondeur notre système agricole et alimentation mondialisé pour le rendre plus local, plus diversifié et plus résilient. Autant d'éléments qu'il ne faut pas perdre de vue dans le contexte actuel de crise alimentaire.

À ce titre, il nous paraît particulièrement nécessaire de pouvoir répondre à un certain nombre de questions ayant émergé ces derniers mois sur les enjeux alimentaires et agricoles liés à l'agression Russe. Afin de nous permettre de poser de manière juste et efficace les termes du débat, ce document propose un décryptage sur le sujet en onze questions.

→ Retrouvez nos 44 propositions de court et moyen termes pour répondre aux conséquences agricoles de la crise en Ukraine tout en préservant la nécessaire transition agricole et alimentaire.

Sommaire

Contexte	3
Sommaire	5
1. Quelles sont les conséquences agricoles et alimentaires mondiales de l'agression russe de l'Ukraine ?	8
2. Quels sont les pays et les populations qui seront les plus touchés par les conséquences agricoles et alimentaires de cette guerre dans les mois à venir ?	14
3. Faut-il produire plus en Europe pour "nourrir le monde" ?	19
4. Est-ce une bonne idée de remettre en culture les surfaces d'intérêt écologiques (dont les jachères) en France ?	26
5. La stratégie de la Ferme à la Fourchette est-elle décroissante et faut-il la remettre en cause ?	29
6. En quoi le système agricole et alimentaire industriel et mondialisé est-il contre-productif pour lutter contre la faim ?	33
7. En quoi l'agroécologie est-elle une solution pour lutter contre l'insécurité alimentaire et préserver les écosystèmes dans la durée ?	38
8. La France participe-t-elle au développement de systèmes agricoles et alimentaires durables dans les pays en développement ?	42
9. Quel est le niveau d'indépendance, de durabilité et de résilience de l'agriculture française ?	45
10. Est-il possible de réduire rapidement notre cheptel animal en France et en UE, et quels effets cela aurait-il à long terme ?	48
11. Est-il souhaitable de réduire les agrocarburants dans un contexte de crise énergétique ?	51

1. Quelles sont les conséquences agricoles et alimentaires mondiales de l'agression russe de l'Ukraine ?

Elles sont nombreuses et vont s'inscrire dans le temps long. Il est essentiel de ne pas se limiter à une vision court termiste ou d'en réduire les impacts à un problème de production de maïs ou de blé.

1 Les stocks de céréales ne sont plus exportés.

La guerre a éclaté à la fin de la saison agricole russe et ukrainienne. De nombreux stocks de céréales ne peuvent être acheminés à l'international.

Côté ukrainien :

- Du fait des blocages de ports par la Russie, l'exportation de plusieurs millions de tonnes de céréales ukrainiennes¹ est compromise depuis le début de l'agression et l'exportation par voie terrestre est compliquée du fait des combats et des besoins en essence, d'autant plus que la Russie cible désormais les stocks de blé ukrainien.
- Du fait d'une cessation temporaire de l'ensemble des exportations ukrainiennes de blé, de sucre et de viande (annoncé le 9 mars 2022 par le gouvernement ukrainien, afin de pouvoir nourrir sa population par temps de guerre.)

¹ Dont 6 millions de tonnes de blé.

Côté russe :

- Du fait des sanctions économiques qui, si elles épargnent pour le moment le volet alimentaire, réduisent les capacités exportatrices de la Russie en perturbant ses capacités logistiques.
- Du fait d'une volonté politique : la faim est une arme géopolitique que la Russie utilise. Après avoir cessé tout export de céréales vers les ex pays de l'URSS, elle surveille et limite actuellement ses exportations alimentaires à destination des pays jugés "inamicaux".

2 La future saison céréalière ukrainienne est très compromise.

- La majorité des champs céréaliers ukrainiens se trouvent à l'Est du pays, en zone de conflit et tant l'essence que certains engins agricoles sont réquisitionnés pour l'effort de guerre.
- Du fait des combats mais aussi des ruptures d'approvisionnement en engrais et en pesticides de synthèse, les agriculteurs ukrainiens ne pourront pas semer ce printemps les productions qu'ils devraient récolter dans les mois à venir. La FAO et le ministre de l'Agriculture ukrainien annoncent ainsi une chute de 30% de la récolte de printemps 2022 par rapport à l'an dernier.

3 Le prix des céréales flambe.

- Conséquence de ces perturbations exportatrices, les prix du blé et de certaines céréales sur les marchés internationaux augmentent. Il est toutefois à noter ici que les volumes totaux de blé et de maïs échangés sur les marchés de matières premières agricoles internationaux n'ont pas drastiquement varié par rapport à l'année dernière. D'autres pays fournisseurs pallient le manque d'export russe et ukrainien.
- Cette dynamique de hausse des prix est largement due et amplifiée par une forte réaction spéculative des marchés boursiers, dont profitent notamment nombre de spéculateurs privés et les grandes entreprises de négoce de blé et de maïs.
- A ce jour, cette spéculation financière constitue le principal facteur de la flambée des prix des céréales et provoque une forte volatilité des prix. La tonne de blé oscille ainsi depuis le début du conflit entre 200 et 440 euros, dépassant à plusieurs reprises ses plus hauts niveaux en 14 ans (avec pour le moment un record absolu le lundi 16 mai 2022 avec une tonne de blé s'échangeant à 438,25 euros). Les prix du maïs atteignent

leur plus haut niveau historique. Il y a une corrélation directe entre les achats/ventes de spéculateurs privés et les pics observés sur les cours mondiaux du maïs et du blé.

4 Le prix de l'énergie augmente lui aussi.

- Depuis le début du conflit, les prix de l'énergie sont particulièrement volatiles (+6,6% en février 2022) dans un contexte de prix à la hausse depuis un an (+35,3% entre février 2021 et 2022) et les prix du pétrole en particulier (le baril est passé de 84 à 124 dollars entre janvier et mars, pour redescendre en avril à 102 dollars).
- Les prix du gaz sont eux sur une pente clairement ascendante depuis l'agression russe (+69% en trois mois).
- Cela a des impacts directs sur les capacités de production agricole de nombreux pays dépendant de ces énergies : du pétrole pour faire tourner les machines agricoles, mais aussi du gaz pour le séchage de céréales destinées aux éleveurs ou encore pour la transformation des matières premières (production de poudre de lait ou de sucreries, par exemple). Cette augmentation des prix de l'énergie touche donc directement les producteurs comme les transformateurs.

5 Les prix des engrais de synthèse augmentent fortement et le marché mondial de la production d'engrais se réorganise.

- Cette guerre a accentué une tendance haussière préexistante du prix des engrais en raison de l'arrêt des exportations d'engrais russes (qui représentent 15% du marché mondial des engrais azotés) qui a réduit l'offre mondiale et fait augmenter les prix en conséquence. En mars 2022, le prix de certains engrais pouvaient ainsi atteindre 3 à 4 fois celui de janvier 2021.
- Les productions d'engrais des autres pays ne peuvent pour l'instant pas compenser la baisse de l'offre due à la fin des exportations russes, car les coûts de production ont augmenté avec la hausse des prix de l'énergie.
- En conséquence, certains pays (Etats-Unis, Brésil notamment) ont décidé de renforcer leurs productions nationales (plan de 250 millions de dollars d'investissements aux Etats-Unis par exemple).

6 Partout dans le monde, les coûts de production des agriculteurs et des éleveurs s'accroissent.

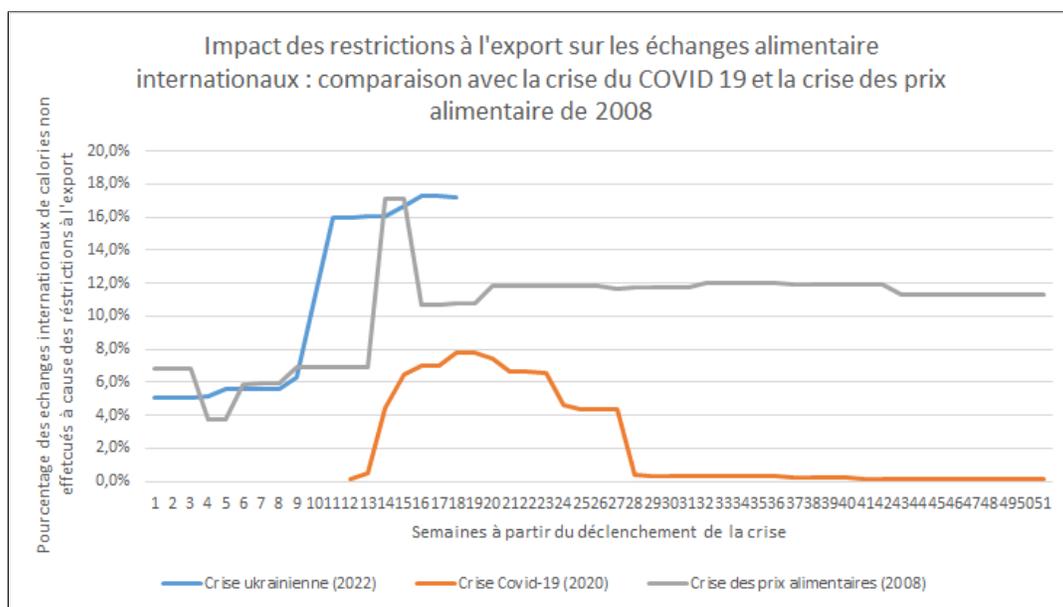
- Du fait de la hausse des prix en engrais, qui touche notamment les céréaliers.
- Du fait de la hausse des prix de l'énergie, qui touche l'ensemble des producteurs et éleveurs. Les systèmes de production les plus énergivores peuvent être particulièrement touchés : en France, cela a été par exemple le cas des producteurs de tomates sous serres chauffées en hiver.
- Du fait de la hausse du prix des céréales, qui impacte directement les coûts de production de nombreux éleveurs et en particulier ceux de volailles, porcs et bovins lait, dépendants de la consommation de céréales pour nourrir leurs animaux. La hausse du prix de cette alimentation animale (qu'elle soit produite localement ou importée) entraîne donc une baisse directe des revenus des éleveurs.

7 Cette situation génère des réactions contre-productives pour la sécurité alimentaire globale de la part de nombreux acteurs.

- Un nombre croissant d'États prennent des mesures unilatérales pour assurer la sécurité alimentaire de leur population et cessent par exemple de manière préemptive leur exportations alimentaires (exemple de l'Algérie, du Bénin et de la Côte d'Ivoire ou, plus impactant, de l'Inde) ou cherchent à constituer des stocks de denrées alimentaires (exemple du Maroc ou encore plus marquant exemple de la Chine qui détiendrait d'ici à la mi 2022 62% des réserves publiques de maïs, 60% de celles de riz et 51% de celles de blé). Si de telles mesures sont compréhensibles d'un point de vue national pour assurer la sécurité alimentaire de la population, cela contribue fortement, en période de crise des prix, à une tendance générale à la hausse. Ces mécanismes furent l'un des facteurs majeurs des émeutes de la faim en 2009.

En mai 2022, 18 pays avaient mis en œuvre des restrictions ou des interdictions concernant leurs exportations alimentaires. Cela représente 17,2% des échanges internationaux de calories. En termes de perturbation des marchés internationaux liés à ce type de mesure, c'est l'équivalent du pic que l'on a connu lors des émeutes de la faim de 2009.

Figure 1 : Impact des restrictions à l'export sur les échanges alimentaires internationaux : comparaison avec la crise du COVID 19 et la crise des prix alimentaire de 2008



Source : [Food Security Portal](#), 2022

- De même, les restrictions de certains États (principalement la Russie) concernant leurs exportations d'engrais nourrissent la forte tendance haussière du prix de ces derniers sur les marchés internationaux. En mai 2022, ces restrictions touchaient 21,5% des engrais azotés échangés sur les marchés internationaux, 20,6% des engrais phosphatés et 20% des engrais potassiques.
- Certains fabricants d'engrais, en situation d'oligopole sur le marché mondial, peuvent par ailleurs stopper de manière unilatérale leurs productions en raison des coûts du gaz. C'est notamment le cas de Yara, premier fabricant d'engrais minéral au monde, qui a arrêté pendant 3 semaines en mars sa fabrication d'engrais dans les usines du Havre et de Ferrare (Italie). Ces arrêts peuvent avoir des effets amplificateurs et alimenter les tensions sur les prix internationaux des engrais.

- Face aux prix record du blé, certains agriculteurs réorientent leurs cultures vers la production de cette céréale. C'est par exemple le cas des agriculteurs canadiens qui délaissent entre autres les cultures de graines de moutarde pour se tourner vers le blé. Si cette réorientation des cultures peut s'avérer rentable pour les agriculteurs concernés, elle va bouleverser les équilibres mondiaux sur d'autres denrées alimentaires et accentuer la hausse des prix sur ces dernières.
- D'autres productions perdent leur destination alimentaire et sont directement transformées en bioéthanol. Si ces opérations sont plus rentables pour les agriculteurs dans un contexte de crise des prix de l'énergie que la vente des productions, et plus attractives pour les consommateurs dans un contexte de hausse des prix des carburants fossiles, elles amplifient grandement la volatilité des prix alimentaires sur les marchés internationaux.

8 Le spectre des émeutes de la faim de 2009 n'a donc jamais été aussi proche. Loin de se réduire à une flambée des prix de certaines céréales, l'agression russe de l'Ukraine bouleverse l'entière des marchés agricoles et alimentaires internationaux et va provoquer par répercussions dans les mois à venir une flambée de l'ensemble des prix alimentaires mondiaux.

- Cette flambée de l'ensemble des prix alimentaires sera la conséquence directe de la hausse des coûts de production (hausse du prix des engrais, de l'énergie et des matières premières), de la spéculation financière sur les marchés internationaux et de la multiplication des réponses contre-productives au niveau international.
- Touchant toutes les denrées alimentaires, elle aura des impacts bien plus marqués et dévastateurs que la hausse des seuls prix du blé ou du maïs.
- En mai 2022, les prix alimentaires internationaux avaient ainsi déjà bondi de 16,9% depuis le début du conflit. Certains prix, comme celui des huiles végétales (+ 28% entre janvier et mars 2022) ont déjà dépassé leurs plus hauts seuils historiques et la FAO s'attend à de plus grandes hausses à venir.
- Dans un contexte de prix alimentaires déjà très élevés depuis deux ans et de précarité économique marquée en sortie de pandémie, cette flambée des prix va avoir des impacts désastreux sur les populations les plus pauvres.

2. Quels sont les pays et les populations qui seront les plus touchés par les conséquences agricoles et alimentaires de cette guerre dans les mois à venir ?

Si les pays qui importent historiquement beaucoup de céréales pour nourrir leur population ont pu être les premiers inquiétés par les conséquences de l'agression russe, la flambée de l'ensemble des prix alimentaires va toucher tous les pays de la planète. Ses impacts seront majeurs sur les pays les plus pauvres et dans les zones déjà en crise économique.

Concernant le prix des céréales (et particulièrement du blé) :

1 La flambée du prix du blé va principalement avoir un impact majeur sur les pays structurellement importateurs nets de cette denrée et où cette dernière constitue une forte part de l'alimentation humaine.

C'est le cas de nombreux pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, qui sont des consommateurs traditionnels de blé, qui utilisent principalement cette céréale pour la consommation humaine et sont de gros importateurs (plus de 50% du blé consommé en Afrique du Nord est importé et plus de 35% au Proche-Orient).

2 Cette flambée des prix du blé constitue également un enjeu majeur pour les pays en conflit et dépendants de l'aide alimentaire mondiale.

50% des distributions de blé du Programme Alimentaire Mondial - agence d'urgence de l'ONU - provenaient par exemple l'an dernier des productions ukrainiennes.

Concernant l'ensemble des prix alimentaires :

3 La flambée des prix alimentaires va avoir des impacts dans l'ensemble des pays du globe. Seront toutefois particulièrement touchés :

- Les pays les plus endettés car le remboursement de la dette réduit leurs capacités d'achat sur les marchés mondiaux. La fin du moratoire sur le remboursement de la dette (janvier 2022) les plonge dans une situation budgétaire critique.
- Les pays affectés par des dérèglements climatiques extrêmes : c'est le cas par exemple de pays du Moyen-Orient, comme l'Irak, qui a subi de fortes sécheresses l'été dernier et dont les productions ont été directement affectées.
- Les pays subissant ou ayant subi un choc économique (national ou régional) important. C'est par exemple le cas de certains pays d'Amérique latine ou d'Asie qui connaissent actuellement une inflation record.

Concernant les population affectées :

4 Quels que soient les pays touchés, les populations les moins favorisées et en particulier les femmes vont être les premières victimes de cette flambée des prix alimentaires.

Dans de nombreux pays en développement, les travailleurs agricoles et les urbains pauvres seront en premières lignes alors que les plus précaires d'entre eux dépendent déjà 60% de leur revenu pour leur alimentation. Dans le cas de la France, la guerre en Ukraine va contribuer à l'accélération de l'inflation, directement peser sur le budget des ménages et participer à la hausse d'une précarité alimentaire déjà très importante (en 2020, entre 5 et 7 millions de personnes ont été contraintes de passer par l'aide alimentaire pour se nourrir).

Focus France :

En France, cette situation risque d'aggraver les difficultés vis-à-vis de la flambée des prix que connaissent également d'autres secteurs, comme le secteur de la restauration collective. A ce jour, le surcoût à l'achat de denrées alimentaires en restauration collective est de 10% selon les types de restauration collective (réseau Restau'Co, 2022), avec des risques que cette inflation se répercute sur le prix aux convives.

Agression russe de l'Ukraine : est-ce la crise pour tout le monde ?

« Ce que nous avons toujours observé dans des périodes de forte volatilité, de prix élevés et de volumes conséquents est que cela nous donne l'opportunité de faire plus d'argent » - John Nepl, agent financier en chef de Bunge, un des leaders mondiaux du négoce de céréales le 28 avril 2022

Alors que la plupart des multinationales de l'agroalimentaire et de l'énergie présentaient des résultats financiers records en 2021 (5 milliards de revenus nets par exemple pour Cargill, un record historique), l'année 2022 s'annonce également très rentable. Les résultats financiers du 1^{er} trimestre 2022, récemment publiés, ainsi que les prévisions pour l'année 2022 suggèrent clairement que la crise n'affecte pas tout le monde de la même manière :

- Pour le secteur énergétique par exemple : Total (un des leaders mondiaux des énergies fossiles, en particulier du pétrole) a annoncé un résultat net ajusté de 9 milliards de dollars au premier trimestre 2022, soit 3 fois plus que son résultat net ajusté du premier trimestre 2021.
- Pour le secteur des engrais, Yara (leader mondial de la production d'engrais azotés) a quadruplé ses résultats par action en compensant la hausse des prix de l'énergie et la baisse des volumes vendus par une augmentation des prix de vente.
- Pour le secteur des céréales :
 - Le géant Bunge (un des leaders mondiaux du négoce de céréales) a vu ses bénéfices augmenter de 19% et ses résultats par action de 36% entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2021. Bunge a d'ailleurs augmenté ses estimations de 20% concernant les résultats financiers pour cette année 2022.
 - Le géant Archer Daniels Midland (ADM) (un autre leader mondial du négoce de céréales) a vu son résultat net augmenter également, passant de 1 105 milliards de dollars à 1 539 milliards de dollars entre le premier trimestre de 2021 et celui de 2022. Les résultats par action ont augmenté de 52% entre 2021 et 2022.

Alors que la sécurité alimentaire de millions de personnes est en jeu, que la faim est

principalement un enjeu financier et que de nombreux États font déjà face à des difficultés financières pour nourrir leur population, les résultats financiers de ces multinationales posent clairement question. D'autant plus qu'il semble y avoir consensus sur le fait qu'ils vont continuer à augmenter.

La Commission européenne a en mars 2022 ouvert la possibilité aux États membres de créer une taxe exceptionnelle sur les bénéfices du secteur de l'énergie afin de les redistribuer au profit des ménages pénalisés par la hausse des prix de l'énergie. L'Agence internationale de l'énergie recommande également de taxer les bénéfices excédentaires des énergéticiens et de les redistribuer aux consommateurs, notant que ces bénéfices supplémentaires pourraient être de 200 milliards de dollars en 2022.

Pour l'instant, la Commission ne propose pas de dispositif similaire concernant les bénéfices excédentaires des multinationales de l'agroalimentaire, même si le coordinateur de la Commission agriculture au Parlement européen a dénoncé, le 20 avril 2022, l'augmentation de la valeur des actions de Yara lors d'une session du Parlement européen.

3. Faut-il produire plus en Europe pour “nourrir le monde” ?

Loin de l'image d'une Europe qui “nourrit” d'autres pays, le vieux continent est en réalité un importateur net de calories. Par ailleurs, la faim dans le monde n'est structurellement pas le fait d'un manque de production mais d'un manque d'accès. De façon analogue, la crise des prix alimentaires actuelle n'est pas due à un problème de production mais à un souci de régulation et de coordination internationales. Répéter comme un mantra qu'il faut “produire plus en Europe” pour solutionner la crise ne répond aucunement à la réalité de la situation. Cela nous enferme dans une compréhension volontairement biaisée des mécanismes de l'insécurité alimentaire et met en péril notre capacité à lutter contre le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité.

1 Les déficits en blé liés aux cessations des exportations russe et ukrainienne seront vraisemblablement remplacés par les productions d'autres pays en 2022 et par la libération de réserves de céréales suite aux dernières bonnes récoltes.

La FAO prévoit d'ailleurs que malgré le conflit, la production mondiale de blé va s'accroître en 2022. Le rapport stocks/utilisation des céréales dans le monde s'établit actuellement (au 6 mai 2022) à 29,9 %, ce qui équivaut au ratio de 2020 et 2021. Pour le blé, ce ratio est de 39% (38,2% l'an dernier), de 36,7% pour le riz (36,6% l'an dernier) et de 23% pour les céréales secondaires (23,4% l'an dernier). Si les cessations d'exports russes et ukrainiens forcent le marché à se réorganiser et peuvent donc poser des problèmes d'approvisionnement temporaire au niveau local, il n'y a pas de pénurie alimentaire mondiale de céréales à l'heure actuelle. Comme explicité dans la question 1, nous sommes dans une situation où la flambée

des prix est principalement corrélée à une spéculation sur les marchés financiers et à des réponses contre-productives de la part de nombreux Etats. Le prix des céréales n'est à ce jour pas corrélé aux volumes disponibles. Promouvoir le « produire plus » pour faire baisser les prix internationaux tient donc plus de l'opportunisme de la part de certains acteurs politiques et syndicaux européens que de la réalité des marchés. Comme en 2008, la linéarité entre volume disponible et prix, qui régit traditionnellement les marchés internationaux, n'est pas la bonne métrique à avoir en tête pour faire diminuer les prix et aborder cette crise : la crise est le témoin d'une forte distorsion du marché, et produire plus en Europe n'aura qu'une incidence minime sur les prix internationaux..

2 En quantité globale, nous produisons déjà suffisamment de nourriture au niveau mondial.

Les quantités « nettes » de calories disponibles dans le monde sont suffisantes pour faire face aux besoins alimentaires de la population mondiale. Alors qu'il faut en moyenne entre 1800 et 2600 calories par jour et par personne, le nombre de calories produites par habitant n'a jamais été aussi haut. L'équivalent de 5935 calories par personne et par jour est cultivé chaque année dans le monde :

- 934 calories partent pour des usages non alimentaires (agrocarburants en particulier) ;
- 1738 calories sont utilisées pour nourrir les animaux d'élevage (dont la consommation rapportera 594 calories) ;
- 1329 calories sont perdues ou gaspillées.

Au total, la disponibilité moyenne théorique par habitant est donc d'environ 2530 calories par jour, soit bien au-delà des recommandations de l'OMS pour vivre une vie saine et active. Ces chiffres montrent que le problème de la faim dans le monde n'est pas une question de quantité produite mais bien d'accès économique et de répartition. En somme une question de justice sociale.

3 Pourtant, ce refrain de “produire plus” revient à chaque crise alimentaire mondiale.

En 2008, les “*émeutes de la faim*” témoignaient par exemple non pas d'un manque de production globale, mais d'un manque de régulation, de coordination internationale et de l'absence de souveraineté alimentaire pour les Etats touchés. Alors que les causes structurelles de cette crise étaient déjà largement documentées et analysées par les

chercheurs et experts internationaux (absence de souveraineté alimentaire des pays du Sud, spéculation, absence de régulation des marchés et réponses unilatérales contre-productive des Etats), seul le message officiel et très contesté de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) fut repris: « Il faut augmenter la production alimentaire mondiale de 50 à 70 % d'ici à 2050 ». Depuis, la plupart des Etats ont continué à déléguer leur sécurité alimentaire aux marchés internationaux et nous sommes à notre troisième crise des prix alimentaires mondiaux depuis 2008.

4 Si l'on considère le volume total des calories importées et exportées, il est clair que nous ne nourrissons pas le monde : c'est le monde qui nous nourrit.

Si aujourd'hui, l'UE est une exportatrice majeure en valeur grâce à des produits de grande valeur (ex. spiritueux, vins, fromages et autres produits de base hautement transformés), elle importe l'équivalent de 33% de sa surface agricole utile. Elle est ainsi une importatrice nette de calories et de protéines à hauteur, respectivement, de 11% et 26% de ce qu'elle consomme. Cela s'explique notamment par le fait que l'UE importe plus de 30 millions de tonnes de soja par an à destination de l'alimentation animale.

La France est également exportatrice nette de vins et spiritueux, de céréales et de produits laitiers, mais elle est dépendante de nombreuses importations, tant alimentaires qu'agricoles. En France, si l'on exclut les bénéfices réalisés au sein de la filière vins et spiritueux, la balance commerciale agricole est déficitaire (à hauteur de 6 milliards d'euros en 2019) :

- Nous importons $\frac{1}{3}$ de la volaille et $\frac{1}{4}$ du porc consommés en France et affichons un déficit total des viandes et produits carnés de 1,4 milliard d'euros.
- Pour nourrir ses animaux d'élevage, la France importe chaque année :
 - des millions de tonnes de soja d'Amérique latine (35 millions de tonnes de tourteaux, graines et huile de soja en 2017). Le plus souvent, ce soja est génétiquement modifié et a contribué à la dégradation et destruction d'écosystèmes.
 - Près d'un million de tonnes de tourteaux de tournesol (933 000 tonnes/an en moyenne - donnée FranceAgrimer), en grande partie d'Ukraine (environ 600 000 tonnes par an).

5 L'enjeu n'est donc pas de produire plus en Europe mais de relocaliser autant que possible les productions, au Nord comme au Sud, de repenser le commerce et les échanges alimentaires et de faciliter l'accès financier des populations pauvres à l'alimentation.

Participer au développement de systèmes agricoles et alimentaires durables équivaut surtout à épauler les pays en développement dans l'atteinte de leur souveraineté alimentaire. C'est une des demandes principales des organisations paysannes du Sud² et de Macky Sall, président de l'Union africaine et président de la république du Sénégal, qui rappelle dans une interview de mars 2022 que la guerre en Ukraine "nous rappelle la nécessité de gagner au plus vite la bataille de [la] souveraineté alimentaire [africaine] en investissant massivement dans l'agriculture et la transformation de nos produits agricoles."

6 Plutôt que de produire plus en Europe, nous pourrions produire et consommer autrement afin de contribuer aux équilibres alimentaires mondiaux tout en préservant notre climat et notre environnement.

Une part très importante de nos terres et de nos productions agricoles est en effet destinée à d'autres usages que l'alimentation humaine :

La majorité des surfaces et productions agricoles sont destinées à l'alimentation animale :

- 1/3 des calories au niveau mondial³ servent à nourrir les animaux d'élevage ;
- 66% des céréales produites au niveau de l'UE, 70% de l'orge et de l'avoine, 19% du blé et 61% du maïs⁴ produits au niveau mondial sont destinés à l'alimentation animale ;
- 63% des terres arables européennes (hors prairies permanentes) sont destinées à l'alimentation animale ;

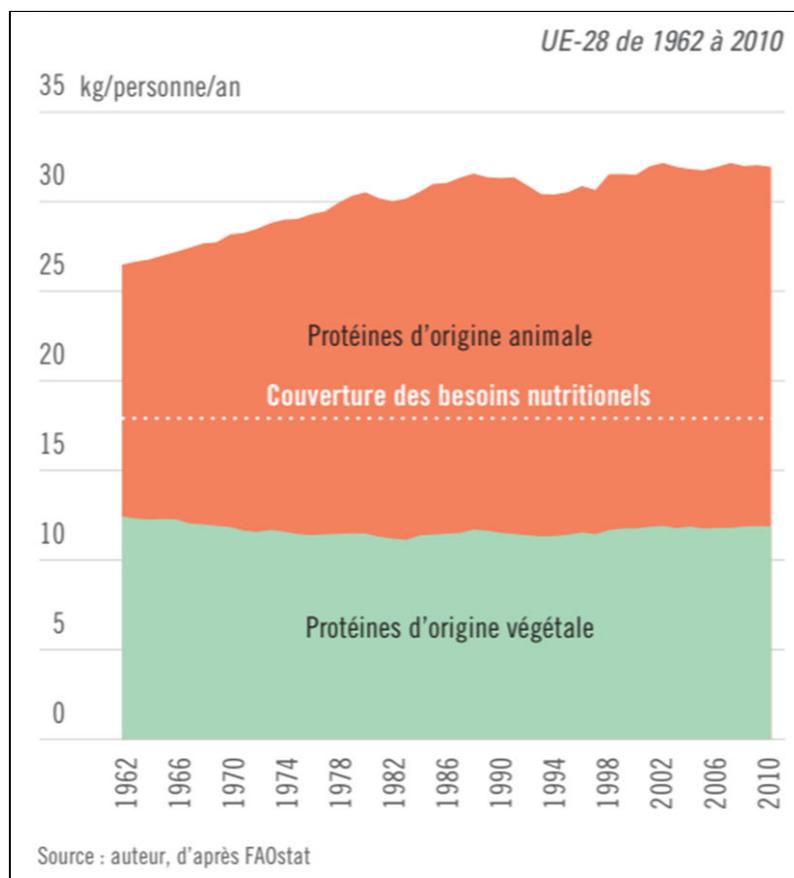
² Voir par exemple les déclarations du ROPPA, principal syndicat agricole d'Afrique de l'Ouest à ce sujet : <https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/1064-declaration-tenkodogo-fr.pdf>

³ Cassidy et al. (2013).

⁴ En France, il serait possible de convertir une partie des 1,5 Mha de surfaces de maïs ensilage pour animaux en maïs grain. La conversion de 20% des 1,5 Mha de maïs ensilage actuels en maïs grain permettrait de produire 3 Mt de grain. Cela suppose une combinaison de plusieurs mesures : diminution du cheptel bovin, en priorité les cheptels basés sur une alimentation maïs / soja, et augmentation de la part d'herbe et fourrages issus de prairies temporaires ou prairies permanents fauchées, en substitution au maïs ensilage.

- les pays les plus riches surconsomment des protéines animales bien au-delà des besoins nutritionnels de leur population, au détriment de la santé et de l'environnement ;
- 1/3 du total (total = 160 millions de tonnes) des céréales utilisées en UE pour nourrir le bétail serait suffisant pour compenser la chute des exports ukrainiens⁵.

Figure 2 : Consommation protéique annuelle des Etats membres de l'Union européenne.



Source : IDDRI, d'après FAOstat (TYFA, 2018).

⁵ Sur un total des exportations ukrainiennes estimé à 57 millions de tonnes de céréales en 2019 (FAOstat).

Des surfaces agricoles sont utilisées pour produire des agrocarburants :

- Les céréales cultivées à usages industriels, principalement en agrocarburants, représentent 5% du total des céréales produites par l'Union européenne (15 millions de tonnes) et par la France (3,4 millions de tonnes) et plus de 44% du total des céréales produites aux US (soit environ 137 millions de tonnes). 19% de la production mondiale de maïs est utilisée à des fins non alimentaires, essentiellement pour la production d'éthanol carburant.
- L'Europe brûle chaque jour 10 000 tonnes de blé pour produire du bioéthanol pour les voitures (l'équivalent de 15 millions de pains de 750g).
- Selon Transport et Environnement, réduire la part de blé dans les agrocarburants européens :
 - d'un peu moins d' $\frac{1}{3}$ permettrait de compenser les pertes ukrainiennes en blé et de protéger les éleveurs et les consommateurs européens de possibles pénuries,
 - à zéro, permettrait de compenser plus de 20% des exportations ukrainiennes et d'assurer un soutien à la sécurité alimentaire dans les pays tiers dépendants du blé ukrainien.

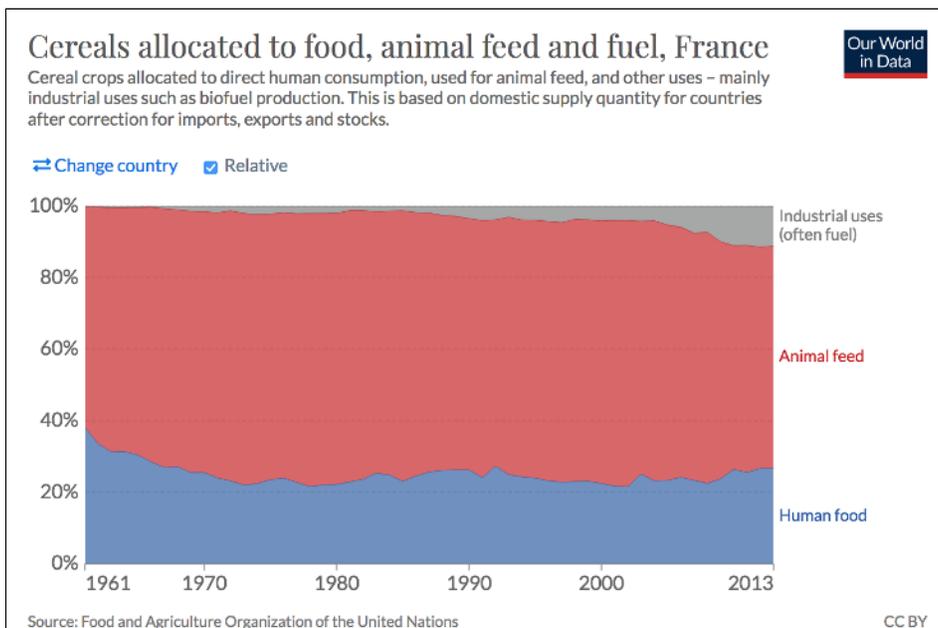
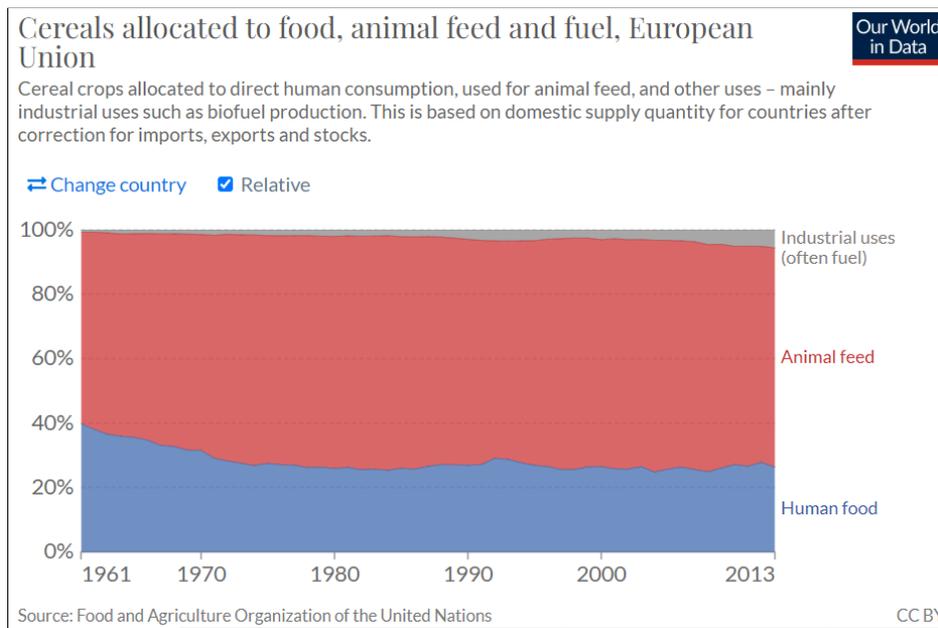
Des surfaces agricoles sont également utilisées pour la méthanisation :

Si, en 2015, les cultures dédiées à la méthanisation n'occupaient que 0,05% de la surface agricole utile (SAU) française, elles pourraient venir à occuper entre 5 et 17% de la SAU totale selon que le biogaz représenterait entre 30 et 100% du gaz consommé en France, soit entre 1,5 et 5 millions d'hectares, l'équivalent de 2,5 à 8,5 départements.

Des surfaces conséquentes disparaissent du fait de leur artificialisation :

En France, elles ont augmenté de près de 600 000 ha entre 2007 et 2017 (+13,9%). C'est 3 fois plus que l'augmentation de la population. En Europe, entre 2000 et 2018, près de 2 millions d'hectares ont été bétonnés ou asphaltés (un peu moins que l'équivalent de la Slovénie) - principalement sur des terres agricoles.

Figure 3 : Céréales attribuées à la consommation humaine (en bleu), à la nourriture du bétail (en rouge), et aux autres usages (principalement les agrocarburants, en gris). De gauche à droite : Union européenne, France.



Source : [Our world in data](https://ourworldindata.org).

4. Est-ce une bonne idée de remettre en culture les surfaces d'intérêt écologiques (dont les jachères) en France ?

La Politique agricole commune prévoit une obligation de surfaces d'intérêt écologique pour avoir droit au paiement vert de son premier pilier, dont font partie les jachères. Celles-ci sont un point de tension de longue date. Le 2 mars 2022, une semaine après l'invasion russe en Ukraine, la FNSEA a demandé leur remise en culture, demande relayée ensuite par le gouvernement français au niveau européen. Fin mars, la Commission européenne annonçait la possibilité pour 2022 d'obtenir une dérogation pour les Etats membres. La France a donc pris un décret en ce sens. Selon nos organisations, ce choix n'est pas pertinent pour plusieurs raisons :

1 Les jachères (terres laissées au repos) et plus généralement les surfaces d'intérêt écologique sont essentiels au bon fonctionnement des sols et à la préservation de la biodiversité :

- Elles contribuent au maintien de bons rendements et au bon fonctionnement de nos systèmes agricoles en permettant notamment de préserver une diversité importante d'insectes pollinisateurs nécessaires à la reproduction des plantes et donc à notre agriculture par le biais de la pollinisation (2/3 de notre alimentation dépendent de ce mécanisme).

- Elles permettent d'assurer des zones sans pesticides ni engrais. Cela est nécessaire pour lutter contre l'effondrement de la biodiversité car les pratiques agricoles intensives sont la première cause de ce phénomène : d'après le CNRS, par exemple, les populations d'oiseaux des campagnes françaises auraient décliné d'un tiers en l'espace de 17 ans (2018). L'agriculture intensive est pointée du doigt, et la fin des jachères et la surutilisation de nitrates en particulier. Quoiqu'insuffisantes à elles seules pour inverser la tendance, ces surfaces sont donc une absolue nécessité pour lutter contre la sixième extinction de masse.
- Par ailleurs, en France, les jachères sont déjà en net recul depuis 40 ans : alors que les surfaces dédiées aux grandes cultures ont considérablement augmenté ces 40 dernières années (+2,6 millions d'ha), les prairies permanentes ont chuté (-2,3 millions d'ha) tout comme les jachères et les prairies temporaires (-2,1 millions d'ha).

2 Remettre en culture les surfaces d'intérêt écologique n'aurait qu'un intérêt mineur pour accroître le volume de production car elles ne représentent qu'une faible surface :

- Aujourd'hui, d'après le ministère de l'Agriculture, seul **1%** de la SAU française (2% des terres arables, **soit près de 300 000 hectares**) est cataloguée comme jachère.
- La Politique agricole commune actuelle n'impose pas la mise en place de jachère en tant que telle. Elle conditionne toutefois l'accès au paiement vert à la mise en place d'une certaine proportion de surfaces d'intérêt écologique (jachères ou arbres, haies, bandes tampon, certains types de culture) correspondant à au moins **5%** de la surface en terres arables. La nouvelle PAC (2023-2027), dans le cadre de la conditionnalité, laisse le choix aux agriculteurs de dédier obligatoirement soit au moins **4%** de leur surface en infrastructures agroécologiques (jachères, haies, mares, arbres) ou soit **7%** de surfaces d'intérêt écologique (incluant des cultures dérobées et/ou des cultures fixatrices d'azote sans application de pesticides) dont **3%** en infrastructure agroécologique.
- Souvent, les terres laissées en jachères sont les terres peu productives ou mal situées, et les remettre en culture n'aurait qu'un intérêt mineur pour accroître le volume de production ou les rendements. Les quelques quintaux gagnés en blé ou en maïs ne sont pas de nature à changer la donne à l'échelle mondiale. En France par exemple, une augmentation du rendement de 20 quintaux pour le maïs permettrait de produire 3 Mt supplémentaires, ce qui ne représente que 0,3% de la consommation mondiale. De plus, ces remises en culture de surfaces d'intérêt agroécologique se feraient à un coût environnemental très important du fait de la hausse conséquente et nécessaire de la

consommation d'intrants et d'eau associée (généralisation de l'irrigation sur la totalité de la production de maïs grain) et de la destruction d'infrastructures agroécologiques.

3 Rappelons par ailleurs que les jachères sont un point de tension de longue date au sein du monde agricole, en France comme dans le reste de l'Europe.

La mise en jachère est une mesure lancée en 1988 par l'Europe des 12 et rendue obligatoire par la PAC en 1992 comme remède à la surproduction, générant la colère d'agriculteurs français. Chaque crise est l'occasion, pour les acteurs les plus productivistes, de réclamer leur suppression. La guerre en Ukraine est instrumentalisée pour réitérer cette demande (et obtenir gain de cause). Les jachères constituent donc une bataille symbolique plus qu'autre chose.

Sondage. La remise en culture des jachères ne semble pas séduire les agriculteurs français.

85% des personnes ayant répondu au sondage de la France Agricole affirment qu'elles ne remettront pas leurs jachères en culture. Au-delà des rendements potentiellement faibles voire nuls (quand les terres ne sont pas exploitables) et de l'humble contribution que la mise en production des jachères pourrait représenter dans les échanges mondiaux, ce sondage de la France Agricole montre à quel point cette remise en culture constitue surtout un cadeau à l'agroindustrie plus qu'une action réellement efficace de la part de la France pour réagir aux conséquences de la guerre en Ukraine.

5. La stratégie de la Ferme à la Fourchette est-elle décroissante et faut-il la remettre en cause ?

La stratégie Farm to Fork (F2F), initiée par la Commission européenne, est le volet agriculture/alimentation du Pacte Vert européen. Qualifier cette stratégie de “décroissante” comme le font ses détracteurs découle d’une analyse à la fois biaisée et partielle. Considérée dans le long terme, cette stratégie est nécessaire pour assurer notre sécurité alimentaire, et elle s’inscrit dans la continuité de nombreux scénarios scientifiques de transition agroécologique ayant une approche systémique de la question (enjeux économiques, sanitaires, sociaux, environnementaux et climatiques). La remettre en cause serait donc contre-productif pour les raisons suivantes :

1 Répondre à la guerre en Ukraine par des logiques prioritaires de production supplémentaire et court-termistes représente un risque pour notre alimentation future :

Organiser la production sans penser le temps long contribuera à épuiser nos sols tout en mettant à mal la biodiversité nécessaire à la production, et pourrait ainsi nous mener à une chute brutale de la production. Plus de 650 scientifiques du monde entier ont appelé à ne pas revenir sur les avancées environnementales, arguant que cela ne résoudrait pas la crise et nous éloignerait encore plus d’un système agricole résilient aux futurs chocs, capable d’assurer une alimentation saine et durable sur le long terme. Selon la FAO : “la dégradation anthropique des ressources en terres, en sols et en eau réduit la capacité potentielle de production, l’accès à une nourriture nutritive et, plus généralement, la biodiversité et les services environnementaux, qui sont à la base de moyens d’existence résilients et propices à une vie en bonne santé”.

2 La stratégie de la Ferme à la Fourchette est une stratégie unique car elle présente une approche systémique (considérant à la fois les changements dans l'offre mais aussi dans la demande) qui vise à garantir des conditions durables de production.

Elle ajoute des objectifs environnementaux nécessaires pour produire sur le temps long : à l'horizon 2030, il s'agit de réduire de 50% l'usage des pesticides, de 20% l'usage d'engrais, et de consacrer un quart des terres cultivées à l'agriculture biologique. Plutôt que décroissante, cette stratégie oriente vers un produire autrement et un modèle plus résilient aux chocs géopolitiques, économiques et climatiques (notamment car moins dépendant aux intrants de synthèse). Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, a ainsi rappelé dans le cadre de son audition au Parlement européen que la stratégie F2F a pour but de sauver l'agriculture et non de la punir.

3 D'après l'IDDRI et l'INRAE, en raison de la réduction de la consommation de protéines animales et de la relocalisation de la production de protéines végétales, si l'Union européenne applique les objectifs des stratégies de la F2F et Biodiversité à 2030 avec ceux du scénario TYFA à 2050, elle pourrait devenir un exportateur net de calories à hauteur de 12% de ce qu'elle consomme et contribuerait donc réellement aux équilibres alimentaires mondiaux.

Cela n'est pas le cas actuellement (l'UE est une importatrice nette de calories, cf. 3. *Faut-il produire plus en Europe pour "nourrir le monde" ?*).

4 La stratégie F2F est attaquée par le COPA-COGECA et la FNSEA depuis bien avant la crise en Ukraine. La guerre est un nouveau prétexte pour détricoter les ambitions environnementales avant même que ces dernières deviennent contraignantes dans le cadre de la future PAC ou des futurs règlements en découlant.

Ces représentants de l'agriculture industrielle prennent les devants et utilisent pour cela chaque occasion de mettre en avant les risques de court terme afin d'anéantir toute possibilité d'évolution du monde agricole sur le long terme. C'est en lien avec ce lobbying que Julien Denormandie s'est positionné en faveur d'une évolution de la PAC par la mise en production des terres en jachère et qu'Emmanuel Macron a annoncé vouloir adapter la stratégie F2F.

5 Il est important de prendre des précautions quant aux chiffres circulant sur le risque de baisse de production de la stratégie de la Ferme à la Fourchette.

Ils se basent sur trois études : une première a été publiée par le ministère de l'Agriculture des Etats-Unis en novembre 2020 et annonce une réduction de la production de 7 à 12% ; une deuxième provient de l'université de Wageningen (2021) et présuppose une réduction de la production de 10 à 20% ; et la troisième, publiée par le Centre de recherche de la Commission européenne en 2021 également, établit un risque de baisse de la production de 10 à 15% selon les filières. Il est à noter que ces résultats considèrent les effets de la stratégie de la Ferme à la Fourchette associés à ceux de la stratégie pour la Biodiversité (et non uniquement ceux de F2F comme annoncé parfois). Comme indiqué par le Centre de recherche scientifique de la Commission européenne, ces résultats sont à prendre avec de très grandes précautions et ne peuvent être considérés comme définitifs. En effet :

Les trois études présentent des limites majeures et ne peuvent être considérées comme des études d'impact :

L'INRAE a publié en décembre 2020 une note détaillant les nombreuses limites de la publication américaine. D'après les auteurs de cette note, l'étude n'a considéré qu'une partie des éléments pris en compte par les stratégies de la Ferme à la Fourchette et Biodiversité : elle n'a pas pris en compte des facteurs clés dans le calcul des rendements et des

productions, tels que le changement des régimes vers plus de végétal, la réduction du gaspillage alimentaire, le développement des rotations de cultures ou encore les innovations technologiques. De nombreuses études scientifiques n'ont pourtant eu de cesse de rappeler que ces facteurs sont essentiels pour considérer l'évolution des systèmes agricoles à moyen terme et améliorer l'efficacité des systèmes de production considérés. A titre d'exemple, une publication parue en 2019 montre qu'il est possible de réduire de 70% l'usage des engrais dans des productions intensives de maïs sans faire baisser la production en restaurant la santé des sols⁶.

La publication de l'université de Wageningen contient les mêmes limites, ainsi que celle publiée par le Centre de recherche de la Commission européenne (voir le résumé de l'étude en question qui rappelle avec une grande clarté que l'étude ne peut, à ce titre, être considérée comme une étude d'impact).

Ces études ne prennent pas en compte les bénéfices en matière de santé et d'environnement associés à la préservation de la biodiversité et à la réduction des pesticides et des engrais de synthèse, et ne prennent pas non plus en compte les impacts négatifs de ces derniers

(sur la santé et sur l'environnement, mais également sur les rendements futurs, dans la mesure où ils contribuent au réchauffement climatique et que ce dernier va présenter des effets négatifs de plus en plus importants sur la productivité des systèmes agricoles).

Deux de ces études sont partiales :

Celle de Wageningen a été financée par CropLife, un puissant lobby européen de l'agroindustrie, et une autre provient du Département de l'agriculture des Etats-Unis, connu pour décrier toute tentative de transition écologique dans l'agriculture au niveau international.

Rappelons enfin que d'après Corporate Europe Observatory, ces études sont venues nourrir une campagne de lobbying agressive des représentants de l'agroindustrie contre la stratégie de la Ferme à la Fourchette.

⁶ Oldfield EE, Bradford MA, Wood SA. Global meta-analysis of the relationship between soil organic matter and crop yields. Soil. 2019;5(1):15-32. doi:10.5194/soil-5-15-2019

6. En quoi le système agricole et alimentaire industriel et mondialisé est-il contre-productif pour lutter contre la faim ?

Le système agricole et alimentaire industriel actuellement dominant est un système en incapacité de nourrir durablement le monde. Ce système agricole et alimentaire est à bout de souffle. Avant même l'agression russe de l'Ukraine, il s'avérait en incapacité de nourrir durablement la population mondiale et présentait des impasses majeures hypothéquant la sécurité alimentaire mondiale.

Qu'est-ce que le système agricole et alimentaire industriel ?

Un système agricole et alimentaire recouvre l'entièreté des actions et façons dont l'être humain s'organise dans l'espace et dans le temps pour cultiver la terre et se nourrir. Il regroupe donc toutes les étapes de l'alimentation (production, transformation, déplacement, stockage, consommation, etc.).

Le système agricole et alimentaire industriel, actuellement dominant (il bénéficie des principaux soutiens politiques et financiers au niveau mondial), est ici défini comme un système fortement mécanisé et reposant sur une utilisation intensive de capitaux et d'intrants (pesticides, engrais minéraux, etc.). C'est un système pauvre en main d'œuvre, basé sur des filières et marchés internationaux fonctionnant à flux tendus. Ce système est caractérisé par une forte concentration, un déséquilibre des pouvoirs, une surproduction et surconsommation de produits transformés voir ultra transformés. En France le volet productif de ce système s'apparente à ce que l'on appelle "agriculture conventionnelle".

1 Économiquement parlant, le système agricole et alimentaire industriel fonctionne majoritairement via des économies d'échelle mondialisées. Étant donné le coût des investissements et intrants nécessaires à la production et commercialisation, la rentabilité n'est possible que pour les plus grandes exploitations.

Cette rentabilité n'est également possible que parce que les coûts générés par les dommages (sur l'environnement, le climat ou la santé humaine) dus à l'usage d'intrants sont supportés par la société. Et encore, ceci n'est principalement vrai que dans les pays où l'agriculture industrielle est subventionnée (en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon par exemple) ou dans des pays ayant fortement abaissé leurs normes sociales, économiques ou environnementales pour être compétitifs. Cela entraîne une forte réduction des normes de protection du travail, des contrats courts et précaires et une augmentation du travail informel agricole. Ces pratiques, de plus en plus répandues, aggravent la paupérisation des travailleurs et travailleuses du secteur agricole. Résultat : alors que les inégalités économiques sont un des facteurs majeurs de la hausse de la faim dans le monde, plus de 50% des personnes en insécurité alimentaire sont elles-mêmes productrices et producteurs ou ouvriers et ouvrières agricoles.

Souvent mise en avant, la question des gains de productivité de l'agriculture industrielle pose grandement question :

Ces gains ne sont pas durables : ils sont basés sur une utilisation non renouvelable des ressources (eau, phosphore, pétrole, etc.). Des recherches menées depuis deux décennies ont montré que les rendements des principales cultures ayant fait l'objet de la dynamique de "modernisation" agricole ont commencé à stagner dans plusieurs régions du monde, comme l'illustrent les exemples du maïs au Kansas et du riz à Hokkaido. Une méta-analyse⁷ de ces recherches portant sur l'évolution des rendements dans le monde de 1961 à 2008 a révélé que dans 24% à 39% des zones de culture de maïs, de riz, de blé et de soja au niveau mondial, les rendements ne se sont pas améliorés, ont fini par stagner voire ont baissé (après une période de gains initiale).

Ils provoquent des phénomènes de résistance aux pesticides, en forte croissance depuis ces dernières décennies. Des résistances ont été observées sur les sept principaux herbicides utilisés en l'an 2000, soit une à deux décennies après leur introduction. C'est ce

⁷ Ray, D. K.; Ramankutty, N.; Mueller, N. D.; West, P. C.; Foley, J. A., "Recent Patterns of Crop Yield Growth and Stagnation", in *Nature Communication*, 2012

qui fait dire à certains chercheurs que “chaque outil de défense sème les graines évolutives de sa propre disparition”⁸.

Ils ne sont aucunement équitables : depuis 1945, les gains de productivité de l’agriculture industrielle n’ont pas bénéficié aux agriculteurs mais aux acteurs plus en aval de la chaîne, en particulier à l’industrie agroalimentaire et la grande distribution :

- Entre 1978 et 2005, on observe une dé-corrélation entre hausse des prix de l’alimentation pour les consommateurs et abaissement des cours mondiaux des matières premières agricoles (division par 2 à 5 sur les principales commodités mondiales). Ce phénomène a été étayé en France par les travaux de J-P Butault de l’INRA qui a comparé l’évolution des prix agricoles et des prix alimentaires selon la même méthodologie entre 1978 et 2005⁹.
- Comme expliqué par le bureau d’étude le BASIC dans son rapport [Qui a le pouvoir ?](#) (2015), “Les bénéfices générés par les différents acteurs des filières reviennent aux acteurs dominants : une part croissante de la valeur économique est ainsi captée par ceux qui peuvent contrôler les informations nécessaires au bon fonctionnement des chaînes agroalimentaires mondialisées (évolution des prix, logistique, normes de qualité...)”¹⁰.

2 Climatiquement et environnementalement parlant, le système agricole et alimentaire industriel est également contre-productif.

Il est responsable d’un tiers des émissions globales de gaz à effet de serre de la fourche à la fourchette, de 50% des émissions de méthane et de 60% des émissions de protoxyde d’azote qui ont respectivement un pouvoir de réchauffement 25 et 298 fois supérieur au CO₂. Alors que les chocs climatiques extrêmes sont la principale cause de perte agricole au niveau mondiale, notre agriculture est ici à la fois victime et bourreau. Si le statu quo est maintenu, on estime que les émissions du système agricole et alimentaire pourraient augmenter de 30 à 40% d’ici 2050. Par ailleurs, ce système a des impacts catastrophiques sur la biodiversité cultivée (en 50 ans, nous avons perdu 75% de la diversité semencière), ce qui a des conséquences directes sur la diversité de l’alimentation mondiale et sur la hausse de la malnutrition, mais aussi sur la biodiversité sauvage (extinction massive des populations

⁸ Tilman, D.; Cassman, K. G.; Matson, P. A.; Naylor, R.; Polasky, S., “Agricultural Sustainability and Intensive Production Practices”, in *Nature*, 418 (6898), 671–677, 2002. Heap, I. International Survey of Herbicide-Resistant Weeds by WSSA Code, <http://www.weedscience.org>

⁹ Butault J.P., “La relation entre prix agricoles et prix alimentaires”, in *Revue française d’économie*, 2008

¹⁰ En 2015, en France, sur 100 euros dépensés par le consommateur pour son alimentation, l’agriculture ne reçoit que 6,50 euros, alors qu’elle représente 15% des emplois de la chaîne agroalimentaire. Les industries alimentaires, quant à elles, perçoivent 11,20 euros, la restauration 13,30 euros, les services 14,40 euros, les commerces 15,20 euros et les autres industries 3,20 euros.

d'insectes et des auxiliaires de culture). Il contribue par ailleurs de manière drastique à la déforestation et à l'épuisement des ressources naturelles, notamment des sols.

L'impact de la sécheresse et des vagues de chaleur sur les pertes de rendement européennes a été multiplié par trois en 50 ans.

C'est ce que montre une étude publiée en mars 2021. Entre 1964 et 1990, ces pertes étaient de 2,2% en moyenne, toutes cultures confondues, avant de monter à 7,3% entre 1991 et 2015. L'impact est plus fort pour les céréales (de -3,6% à -9,8%). Toujours d'après cette étude, les rendements ont été réduits de 9% par les sécheresses et de 7% par les vagues de chaleur. Les auteurs s'intéressent également aux autres phénomènes extrêmes que constituent les vagues de froid et les inondations, mais les effets sont moins nets.

3 Socialement parlant, ce système agricole et alimentaire industriel nourrit des conflits tout au long des chaînes alimentaires.

Violations répétées des droits humains, criminalisation des lanceurs d'alerte et des promoteurs d'alternatives, discriminations de genre (les femmes sont les premières victimes de la faim : elles ont peu d'accès aux ressources et moins de pouvoir décisionnel), surconcentration du pouvoir entre les mains de quelques firmes (quatre multinationales gèrent par exemple 70 à 90% des échanges mondiaux de céréales). Autant d'éléments qui entretiennent les inégalités, la pauvreté et nourrissent un sentiment d'injustice sociale. L'avancée de l'agriculture industrielle va en outre de pair avec une concentration foncière et un accaparement des terres expulsant les communautés paysannes, indigènes et traditionnelles des territoires qu'elles occupaient historiquement. Au moins 30 millions d'hectares de terre agricole sont ainsi passés entre les mains d'investisseurs entre 2000 et 2020 dans le monde. Au Brésil, en 2019, près de 579 000 personnes ont été touchées par des conflits fonciers agricoles. A titre d'exemple, l'agroindustrie française est le neuvième responsable d'accaparement de terre au niveau mondial.

4 Nutritivement parlant, ce système agricole et alimentaire industriel est également porteur d'une alimentation faiblement diversifiée et de mauvaise qualité nutritionnelle.

Dans un système qui promeut des aliments ultra-transformés, uniformisés et industrialisés, la malnutrition (sous et surnutrition) ne fait qu'augmenter, multipliant les cas de surpoids, d'obésité, d'hypertension, de diabète, de carence en micronutriments et de sous-nutrition chronique, ce qui rend particulièrement vulnérable une grande partie de la population dans une situation de pandémie mondiale comme ce fut le cas avec le coronavirus. Outre la faible qualité nutritionnelle de l'alimentation produite par ce système, il menace de manière globale la qualité nutritionnelle des aliments produits. Les dérèglements climatiques, auxquels il participe grandement, entraînent une baisse de qualité nutritionnelle des plantes (déficit en protéines, fer, zinc et calcium...). Cela peut déboucher sur des carences nutritionnelles ou les aggraver chez des populations qui présentent déjà des prévalences significatives de malnutrition et conduire à des troubles métaboliques, à des retards de croissance, cognitifs et moteurs, et à une moins bonne efficacité du système immunitaire.

Ces externalités négatives (économiques, sociales, environnementales et climatiques) sont structurelles et intrinsèques au mode d'organisation et de fonctionnement de ce système agricole et alimentaire industriel. Très peu résilient, il est particulièrement vulnérable aux chocs économiques et climatiques, qui risquent de fortement se multiplier dans les années à venir. S'il y a consensus au niveau international sur le fait que ce système n'est pas en mesure de nourrir durablement la planète et qu'il contribue au contraire à nourrir les causes d'une insécurité alimentaire devenue chronique, il y a également consensus scientifique sur la nécessité de le transformer en profondeur pour construire un système agricole et alimentaire durable, résilient, nutritif et sain.

7. En quoi l'agroécologie est-elle une solution pour lutter contre l'insécurité alimentaire et préserver les écosystèmes dans la durée ?

L'agroécologie peut être définie comme une approche regroupant trois grands champs complémentaires, ne pouvant être pris individuellement : une science des écosystèmes agricoles s'appuyant sur les savoir-faire paysans et les connaissances scientifiques, un ensemble de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, un mouvement social de défense des systèmes agricoles et alimentaires locaux. De par son approche transformatrice, l'agroécologie valorise la production locale avec une moindre transformation des produits. Ayant pour objectif la souveraineté alimentaire, elle œuvre pour des systèmes alimentaires durables et résilients, économiquement viables, plus nutritifs, accessibles à toutes et tous et plus justes. L'agroécologie est donc une approche proposant de nouveaux modes d'organisation et de répartition de la valeur et du travail au sein des filières et chaînes de valeurs agricoles.

1 L'agroécologie est une solution qui permet une plus grande durabilité et résilience de nos systèmes alimentaires.

De par ses co-bénéfices écosystémiques, elle permet de réduire l'impact environnemental et climatique de notre agriculture et de notre alimentation, préserve la biodiversité et offre une meilleure résilience face aux conséquences de la crise climatique et environnementale. L'agroécologie participe également à une plus grande justice sociale en remettant les paysannes et paysans au cœur du système de production et leur permet donc de se réapproprier tant les savoirs que les outils de production. Elle est économiquement viable pour les producteurs, leur assurant une meilleure rémunération, et permet d'augmenter les rendements agricoles dans une logique de cercle vertueux. Enfin, elle participe à la création d'activités socio-économiques sur un territoire donné et structure des systèmes alimentaires locaux et résilients.

2 La transition agroécologique présente de nombreux co-bénéfices climatiques, économiques, nutritifs et sociaux qui la rendent particulièrement pertinente dans une optique de lutte contre l'insécurité alimentaire.

Le HLPE (groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale) pointait ainsi dans son rapport de 2019, intitulé *Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition*, la capacité de l'agroécologie à grandement contribuer à 10 des 17 objectifs de développement durable des Nations unies. Concernant la contribution à la lutte contre l'insécurité alimentaire, le HLPE a clairement mis en évidence le lien entre les répercussions sociales, économiques et environnementales positives de l'agroécologie et une nette amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, en particulier des plus pauvres. De toutes les "innovations" agricoles étudiées par le HLPE, l'agroécologie, par son action transformatrice des systèmes agricoles et alimentaires, était de loin la plus efficace et pertinente car agissant directement sur les causes structurelles de l'insécurité alimentaire. L'agroécologie permet également une véritable prise en compte et valorisation des interactions et interdépendances entre santé humaine et biodiversité.

3 La généralisation de systèmes agroécologiques permettrait de réduire notre forte dépendance aux intrants de synthèse et donc de développer la résilience de nos exploitations agricoles.

La dépendance aux matières premières se retrouverait également amoindrie. Puisque la demande en produits animaux serait moins élevée, nous pourrions développer les élevages extensifs, en faisant par exemple reposer l'alimentation des bovins sur davantage de pâturages et de protéines végétales produites localement (les pois protéagineux) plutôt que sur des aliments concentrés importés.

En France, l'agriculture biologique permet de contribuer à atteindre un niveau élevé de biodiversité.

On retrouve en moyenne 30% d'espèces et 50% d'individus supplémentaires dans les parcelles conduites en agriculture biologique. On observe également jusqu'à 37% de couvain, 20% d'abeilles adultes et 53% de miel supplémentaire dans les colonies entourées de parcelles en agriculture biologique par rapport à celles situées dans les paysages agricoles conventionnels.

4 De nombreux scientifiques de renom l'affirment : nous pouvons nourrir tous les européens et européennes avec un système agroécologique généralisé, sans pesticides et sans engrais de synthèse :

- Une étude parue dans Nature en 2017 a affirmé qu'il était possible de convertir 100% de l'agriculture européenne à l'agriculture biologique à condition de réduire le gaspillage alimentaire ainsi que la part de protéines animales consommées.
- Le scénario européen TYFA, développé par l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), est arrivé en 2018 à des conclusions similaires. Pour ses auteurs, la généralisation de l'agroécologie doit passer par une division par deux de la production et de la consommation de produits d'origine animale et la diminution des produits transformés et du gaspillage alimentaire.

- Le CNRS a également publié en 2021 une étude projetant un système agroécologique qui permettrait de nourrir l'Europe en 2050. Le scénario repose sur trois leviers : un changement de régime alimentaire vers une consommation moindre de produits animaux, l'application de principes agroécologiques pour se passer des engrais et pesticides de synthèse et le rapprochement des cultures et de l'élevage pour un recyclage des déjections animales.
- Une récente étude menée par des chercheurs de l'ENS et du CNRS, parue en mars 2022, montre qu'il est possible de nourrir l'Europe sans engrais de synthèse et sans importation d'aliments grâce à trois leviers : une réduction de l'élevage et une reconnexion de celui-ci avec les cultures, l'adoption de pratiques agroécologiques dans les exploitations afin de fertiliser les sols de manière organique, et un travail sur la valorisation de l'urine humaine.

5 C'est le cas également en France :

- Le scénario AFTERRRES2050 de Solagro propose de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture d'ici 2050 et de réduire ses autres impacts environnementaux négatifs en divisant par trois les traitements phytosanitaires, par 2,5 la consommation d'engrais de synthèse et en adoptant des pratiques agroécologiques sur 90% de la surface agricole (la moitié de ces 90% serait convertie en agriculture biologique et l'autre moitié aurait recours à "une production intégrée", c'est-à-dire des semis directs, couverts végétaux, et une utilisation très précautionneuse des intrants chimiques). La balance commerciale de la France resterait positive et les importations de soja prendraient fin. Pour parvenir à ces objectifs, l'élevage serait réduit (-46% pour les bovins, -35% pour le porc, -47% pour la volaille), quasiment autonome en alimentation, les surconsommations en calories et protéines seraient réduites d'un tiers, les pertes et gaspillages divisés par deux et les assiettes végétalisées (2/3 de protéines végétales et 1/3 animales, soit l'inverse du ratio actuel).
- Selon le site Parcel développé par le BASIC, la FNAB et Terre de Liens, il est calculé qu'en relocalisant toute la production alimentaire en France (surface nécessaire à l'alimentation de chaque élevage comprise, hors alcool), en la convertissant à 100% en bio et en abaissant la consommation de produits d'origine animale de 50%, il n'est besoin "que de 19 millions d'hectares", ce qui laisse 8 millions d'hectares qui peuvent se transformer progressivement en forêt, ou être exploités pour des cultures non-alimentaires mais écologiques, ou permettre de produire de la nourriture qui sera exportée. De plus, ces calculs se font sur les bases d'une agriculture bio telle qu'elle est pratiquée en moyenne aujourd'hui en France, ce qui laisse des marges d'amélioration par des pratiques vertueuses qui viendraient renforcer les rendements de la bio.

8. La France participe-t-elle au développement de systèmes agricoles et alimentaires durables dans les pays en développement ?

En matière de développement agricole, la France détruit d'une main ce qu'elle construit de l'autre. Que ce soit de par ses investissements agricoles, le poids déstructurant de ses exportations alimentaires sur les économies du Sud ou de par les impacts indirects de son modèle agricole, la France ne contribue malheureusement pas, au global, au développement de systèmes agricoles et alimentaires durables dans les pays en développement.

1 Malgré ses engagements répétés sur le sujet¹¹, on ne peut pas dire, globalement, que la France participe à la construction de systèmes agricoles et alimentaires durables et résilients dans les pays du Sud.

Sur les dix dernières années (2009-2018), seuls 13,3% des financements agricoles français alloués aux pays en développement ont par exemple cherché réellement à promouvoir une transition agroécologique (un chiffre ceci dit en hausse de huit millions d'euros par an) et la grande majorité des financements ne prend pas en compte la construction de la souveraineté alimentaire des pays récipiendaires. Au contraire, de plus en plus d'investissements publics français dans ces pays sont construits autour des intérêts financiers des entreprises françaises. Sur les 10 dernières années, 24% des financements français dans ces pays ont été entièrement dédiés au développement d'une agroindustrie majoritairement exportatrice : des financements agroindustriels en augmentation de près de 18 millions d'euros par an.

2 Notre responsabilité dans cet état de dépendance alimentaire est historique :

Au travers de la colonisation, les pays occidentaux ont favorisé dans certains pays africains le développement d'habitudes de consommation d'aliments importés telles que les farines raffinées, et ce au détriment de la consommation de céréales mieux adaptées localement, comme le sorgho ou le mil, ou encore de légumineuses traditionnellement consommées comme le niébé¹². La colonisation a également contribué à la mise en place de productions agricoles intensives tournées vers l'export, au détriment du développement de systèmes locaux nourriciers et résilients¹³.

3 Les exportations européennes et en particulier françaises, largement subventionnées, perturbent les économies des pays tiers.

C'est le cas en particulier de la poudre de lait et des abats de poulet surgelés que la France envoie en Afrique. Arrivant sur les marchés à des prix très bas, puisque subventionnés, ils

¹¹ LOPDSI depuis 2014, LOPDSIM depuis 2021, stratégie sécurité alimentaire et agriculture durable de la France depuis 2018.

¹² V. Raschke, B. Cheema, 2008, "Colonization, the New World Order, and the eradication of traditional food habits in East Africa: historical perspective on the nutrition transition", in Public Health Nutrition, Volume 11, Issue 7, juillet 2008, pp. 662 – 674. DOI: <https://doi.org/10.1017/S1368980007001140>

¹³ Bjornlund, V., Bjornlund, H. & van Rooyen, A., Why food insecurity persists in sub-Saharan Africa: A review of existing evidence. Food Sec. (2022). <https://doi.org/10.1007/s12571-022-01256-1>

concurrentent les produits locaux équivalents et freinent, voire détruisent, le développement des filières locales. Le lait exporté en Afrique de l'Ouest coûte jusqu'à 30% moins cher que le lait local et, rengraissé en huile végétale, est de moins bonne qualité nutritionnelle.

4 Le système agricole et alimentaire industriel européen est un facteur important du dérèglement climatique, et cela a un impact sur la productivité et la production agricole des pays tiers.

Selon le GIEC, en Afrique subsaharienne par exemple, les rendements de maïs ont diminué de 5.8% et les rendements du blé de 2.3%, en moyenne, au cours de la période 1974-2008 en raison du changement climatique. C'est pourtant l'une des régions les moins émettrices du globe. Les événements climatiques extrêmes sont par ailleurs la principale source de perte de production agricole au niveau mondial. La baisse de rendement sur les céréales devrait se poursuivre à mesure que les températures moyennes augmentent. Par ailleurs, la crise climatique affecte également la qualité nutritive des aliments.

9. Quel est le niveau d'indépendance, de durabilité et de résilience de l'agriculture française ?

Les éléments d'indépendance, de durabilité et de résilience nous paraissent essentiels à analyser pour comprendre les discussions en cours au sujet des conséquences agricoles de la guerre en Ukraine. Bien que complexe et faisant débat au sein de la communauté internationale scientifique et politique, en particulier en ce moment, il nous a paru important de rappeler quelques points à ce sujet :

1 En termes d'indépendance, le Haut-Commissariat au plan qualifie lui-même l'agriculture française comme présentant de nombreuses "dépendances stratégiques". Le modèle agricole français est en effet dépendant :

- **Des importations d'engrais de synthèse.** D'après le Haut-Commissariat au plan : "[...] la puissance céréalière de la France n'est rendue possible que par le recours à la fertilisation des sols qui suppose, entre autres, des apports en azote et en phosphore." La France importe en effet, toujours d'après le Haut-Commissariat au plan, 95% de ses minéraux pour fabriquer des engrais, 100% de son phosphore et 60% de ses engrais azotés (total de 1,46 milliard de déficit en 2019 sur les engrais de synthèse).
- **Des importations en gaz,** pour produire des engrais de synthèse sur le sol français.
- **Des importations en pétrole,** nécessaires aux machines agricoles.

- **Des importations en machinisme agricole.** Toujours selon le Haut-Commissariat au plan, la France a par exemple observé un déficit de 1,33 milliard d'euros en machinisme agricole en 2019.
- **Des importations en logiciels et en robots.** Comme cela a pu être mis en lumière lors de la fermeture des frontières pendant la pandémie, certaines filières agricoles sont également très dépendantes de main d'œuvre étrangère.

2 En termes de durabilité, la France est loin d'être exemplaire.

- Selon l'étude publiée par Economist Intelligence Unit (TEIU) par exemple, si la France est plutôt bien classée pour la lutte contre le gaspillage alimentaire (elle arrive 16^e sur 78 pays) et dans le classement des 'challenges nutritionnels' (1^{ème}), elle n'arrive que 33^e sur 78 pour le classement concernant la durabilité de son agriculture.
- D'après le CNRS, les populations d'oiseaux des campagnes françaises ont décliné d'un tiers en l'espace de 17 ans (2018). Les pesticides sont pointés du doigt, ainsi que le coup d'arrêt donné aux jachères par la Politique agricole commune en 2009.
- La France se place au second rang en quantité de pesticides vendus en Europe et au 1^{er} rang en termes de consommation d'engrais azotés de synthèse (2,3 millions de tonnes consommées par an). La France fait partie des pays de l'UE qui voient leur volume de ventes de pesticides augmenter le plus (avec Chypre, la Finlande, l'Autriche et la Lettonie). Rapporté à la surface agricole utile, c'est 3,7 kg de pesticides par hectare qui ont été consommés en France en 2018, ce qui la place au 9^e rang européen des pays en consommant le plus. D'après le rapport de l'Agence bio sur l'agriculture biologique en Europe, la France comptait 2 548 718 hectares en agriculture biologique en 2020. Cela ne représente que 9,5% de la surface agricole utile (SAU) et la place au 14^e rang européen seulement (en termes de part de territoire agricole en bio). A titre d'exemple, l'Autriche présente une SAU de 26,4 %.

3 En termes de résilience, qui est la capacité d'un système à s'adapter aux perturbations ou à revenir à un régime de routine face à un milieu changeant, la question est complexe car elle dépend de nombreux facteurs et du système considéré (les fermes en tant que telles, l'ensemble du système agroalimentaire...).

Quelques éléments à ce sujet cependant, si l'on considère les fermes françaises :

- D'un point de vue économique et géopolitique, étant donné ses multiples dépendances aux importations et aux subventions publiques, il est clair que notre agriculture n'est que très peu résiliente (cf paragraphes précédents).
- D'un point de vue climatique, la situation est de plus en plus difficile. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont variés et se multiplient, les risques d'inondations augmentent, les précipitations et les températures changent. Cela a un impact sur les récoltes, les rendements, les possibilités culturales, etc. Si de nombreux acteurs du monde agricole s'adaptent peu à peu, il est clair que notre modèle n'est pas résilient, ne serait-ce que parce qu'une partie de notre production, telle que le maïs (2^e culture végétale française la plus cultivée) nécessite de grandes quantités d'eau en période estivale.

10. Est-il possible de réduire rapidement notre cheptel animal en France et en UE, et quels effets cela aurait-il à long terme ?

Dans les réponses à apporter à court terme à la crise agricole et alimentaire, certaines voix se sont élevées pour proposer une réduction rapide du cheptel en Europe afin de réduire la pression sur la demande de céréales. Cette piste de réponse soulève des questions sur la faisabilité, les mesures d'accompagnement nécessaires et les conséquences d'une telle orientation. Les réponses ci-dessous montrent non seulement que cette réduction est techniquement possible, que d'autres pays ont déjà mis en place des mesures socio-économiques d'accompagnement des éleveurs, et qu'elle serait bénéfique pour la durabilité du système alimentaire. Elles rappellent également le besoin de soutenir l'élevage durable en UE et dans les pays tiers.

1 Dès le court terme, une réduction rapide de l'élevage hors sol des productions volailles et porcines est techniquement possible en Europe afin de limiter les pressions de l'élevage sur le marché des céréales.

Plusieurs mesures peuvent ainsi être prises comme, pour la volaille, un renouvellement moindre des lots (pour les poulets en systèmes industriels, ces renouvellements ont lieu tous les 40 jours). Ensuite, il est possible d'arrêter de construire, d'agrandir et de transmettre des fermes-usines (qui seraient alors démantelées par l'Etat). D'un point de vue socio-économique, il est possible, à l'instar de ce qu'ont fait les Pays-Bas, de compenser les pertes induites pour les éleveurs par une prime à la réduction de la densité par exploitation et/ou par un plan de transition de l'élevage vers une production plus durable.

2 Plusieurs pays européens ont déjà acté ou enclenché une transition de leurs élevages.

- L'Allemagne s'est engagée à une sortie des cages pour les poules pondeuses (totalement interdites à compter de 2025) ainsi que pour l'élevage de porc, et a assorti cette décision d'un volet conséquent de son plan de relance. Elle a également annoncé récemment un plan d'un milliard d'euros sur quatre ans pour transformer l'élevage et notamment soutenir financièrement les investissements dans des bâtiments d'élevage avec accès à l'air libre, lumière naturelle et un meilleur niveau de bien-être animal.
- Aux Pays-Bas, grand producteur européen de produits animaux, des mesures sans précédent ont été mises en place pour réduire les cheptels dans le secteur laitier, porcin et avicole avec, en 2021, un plan pour réduire de 30% le nombre d'animaux d'élevage, et une enveloppe de 25 milliards d'euros pour accompagner le secteur. Les mesures adoptées sont les suivantes : sanctions pécuniaires envers les exploitations ayant grossi leur cheptel, prime de 1200 euros accordée pour chaque tête de bétail supprimée du cheptel, mise en place d'un nouveau système de quotas de lisier, mesure contraignante de réduction des troupeaux en cas d'élevage trop intensif, rachat par l'Etat, puis démantèlement de grandes exploitations intensives.
- La Belgique a annoncé en février 2021 un plan de réduction de son cheptel porcin de 30% à l'horizon 2030, avec un programme d'achat public des élevages pour encourager les éleveurs à quitter la production. L'important coût de ces investissements est à mettre en parallèle avec le coût des plans de sauvetage réguliers des filières d'élevage industrielles et avec les externalités environnementales induites par l'élevage.

3 À long terme, cette réduction des cheptels français et européens au profit d'un maintien et d'un développement de l'élevage paysan serait fortement bénéfique à la durabilité de nos systèmes agricoles et alimentaires :

- L'élevage est au cœur des enjeux climatiques. Il représente 32% des émissions de méthane et 19% des émissions mondiales des gaz à effet de serre au niveau mondial.
- Les systèmes d'élevage industriel, par leurs tailles et les densités d'animaux, leur dépendance aux protéines importées ou encore la gestion des effluents, ont des impacts majeurs sur l'environnement : pollution de l'air, des sols et des eaux, perte de biodiversité, déforestation et surconsommation de ressources. Ils sont également incompatibles avec le respect du bien-être animal et ont des effets négatifs sur la santé humaine. Une réduction du cheptel permettrait de désintensifier les élevages au profit de modes de production plus extensifs et durables, comme la polyculture élevage, et donc de préserver les prairies permanentes, essentielles pour capturer du carbone et préserver certaines espèces animales et végétales associées aux milieux ouverts.

11. Est-il souhaitable de réduire les agrocarburants dans un contexte de crise énergétique ?

Outre la pression grandissante de l'usage d'agrocarburants sur l'insécurité alimentaire mondiale (compétition d'usage) et sur les terres (cf. Question 1 et 3), de nombreux arguments économiques et écologiques plaident en faveur d'un arrêt de l'usage des agrocarburants.

1 Si convertir son véhicule au bioéthanol peut être attractif à court terme pour les automobilistes, les agrocarburants ne sont pas aussi verts qu'ils en ont l'air.

Si on intègre les émissions liées au changement d'affectation des terres, le bilan environnemental des agrocarburants est mauvais :

- Sur l'ensemble du cycle de vie, les agrocarburants utilisés en Europe ont une empreinte carbone inférieure de seulement 2% à celle de l'essence, estimait l'International Council on Clean Transportation (ICCT) dans une grande étude comparative publiée en 2021.
- Aucun des bioéthanols ne répond aux seuils de durabilité fixés par la directive européenne RED II (au moins 50% de réduction par rapport aux carburants fossiles).
- Selon la Commission européenne, le litre de biodiesel issu du colza représenterait 1,2 fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que le litre de diesel ; celui issu du soja, deux fois plus d'émissions ; et celui issu de l'huile de palme, trois fois plus.

- La production d'agrocarburants a tendance à favoriser une agriculture intensive et l'utilisation de pesticides, au détriment de la biodiversité, de la santé, des ressources en eau et des sols et d'un modèle agricole plus durable. C'est le cas par exemple du retour des néonicotinoïdes sur la culture de betterave.
- Il a également pu être observé que les cultures destinées aux agrocarburants se faisaient en lieu et place de cultures initialement destinées à la production alimentaire. Les productions alimentaires se déportaient ensuite sur des terres déforestées ou prairies mises en culture. C'est ce qu'on appelle le changement d'affectation des sols indirect. Cela alourdit grandement l'empreinte environnementale des agrocarburants (émissions de gaz à effet de serre et dégradation des écosystèmes).

2 Les agrocarburants sont donc de fausses solutions pour le climat :

En plus d'encourager un modèle agricole non durable, ils ne permettent pas de réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre et contribuent à l'érosion de la biodiversité.

3 De même, le bilan économique n'est pas avantageux.

Le gisement des agrocarburants est limité et entre en concurrence avec la production alimentaire :

- La filière serait tentée de faire croître fortement sa production, ce qui représente un risque de compétition accrue sur l'usage des terres agricoles, alors même qu'il existe une tension sur les prix des denrées alimentaires et que l'augmentation des usages de terres agricoles pour les agrocarburants participe à la hausse des prix alimentaires et de leur volatilité pour les ménages dans les pays du Nord comme du Sud.
- Leur production plafonne en France depuis une dizaine d'années et la hausse de la consommation est alimentée par les importations. Le solde importateur du biodiesel était de 343 millions d'euros en 2020 (origine : Belgique, Pays-Bas, Espagne).
- La consommation d'agrocarburants plafonnera : alors que l'Union européenne limite à 7% la part d'agrocarburants issus de cultures alimentaires dans l'énergie des transports, la France atteignait déjà 6,8% en 2019.

4 Aussi, même dans un contexte de crise crise énergétique, il est tout de même nécessaire de limiter et même de réduire la production et l'usage d'agrocarburants.

8% de l'essence en France est composé de produits d'origine agricole (35% de blé, 30% de maïs, 30% de betterave). Annoncer cette baisse permettrait de donner le signal sur les marchés spéculatifs qu'une quantité supplémentaire de céréales à destination de la consommation humaine sera disponible et ainsi avoir un effet sur la limitation de la flambée des prix. N'oublions pas que la hausse des prix alimentaires depuis deux ans s'explique en partie par le développement des agrocarburants. Le développement de la production agricole pour le bioéthanol pourrait entraîner la hausse des prix alimentaires dans une "spirale incontrôlée".

Coordination et rédaction principale :

- Laure Ducos, chargée de campagne agriculture et alimentation à Greenpeace France (laure.ducos@greenpeace.org)
- Caroline Faraldo, responsable agriculture et alimentation à la Fondation pour la Nature et l'Homme (c.faraldo@fnh.org)
- Valentin Brochard, chargé de plaidoyer souveraineté alimentaire au CCFD-Terre Solidaire (v.brochard@ccfd-terresolidaire.org)
- Elyne Etienne, chargée de campagne agriculture aux Amis de la Terre (elyne.etienne@amisdelaterre.org)

Avec les contributions de :

- Pauline Verrière, responsable plaidoyer systèmes alimentaires et crise climatique, Action Contre la Faim
- Sophia Majnoni, directrice générale, FNAB
- Chloé François, coordinatrice, Plateforme pour une autre PAC
- Agathe Gignoux, responsable du plaidoyer, CIWF

L'entièreté du contenu n'engage pas nécessairement ces structures qui ont contribué sur certains points.

Graphisme : Greenpeace France et Terre d'Abeilles

En remerciant chaleureusement toutes les structures ayant contribué à ce décryptage.